

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1984

5 août 2015

SOMMAIRE

Accel London Investments VIII S.à.r.l.	95195	Kreucol S.à r.l.	95188
Altercap II Securities	95189	La Musarderie Property S.A.	95188
American Medical Systems Luxembourg S.à.r.l.	95189	Lascaux S.A.	95186
Amethis Finance Luxembourg S.C.A., SICAR	95191	Lasers Tech S.à r.l.	95186
Anama Navisi Investments	95214	Lineheart & Soft S.à r.l.	95188
Arnina S.à r.l.	95190	Li.Ter Luxembourg S.A.	95188
Bazar S.A.	95207	Lorito L. Holdings S.à r.l.	95187
Café MICHE Sàrl	95192	Master Life Brokerage	95186
CapMan Public Market Investment S.à r.l. ..	95191	Medical Participations S.A.	95186
Commex International S.A.-SPF	95192	Mini Max Data International S.A.	95186
Concord International Marketing S.à.r.l.	95192	Moto Plus Group	95186
Cristal de Luxe	95208	Multrans	95189
DSE S.A.	95191	Multrans Assets	95190
Electa S.A.	95192	Novae Energies SA	95190
Flyink S.A.	95226	OPG Commercial RE Europe S.à r.l.	95191
Funcom S.à r.l.	95228	Qatari Diar Marina S.à r.l.	95190
Guardian Managers S.à r.l.	95232	Quoniam Funds Selection SICAV	95187
H2P4 S.à r.l.	95187	Real Estate Property 9 S.A.	95189
Ideal Standard International Holding	95187	Schwarz & Hoerer S.à r.l.	95189
Kay Holdings Sàrl	95187	SWM Holdco 3	95193
Kensington Italy Office Topco S.à r.l.	95199	Trinistar Liverpool JVCo S.à r.l.	95208
Kilderkin S.à r.l.	95188	York Trading S.A.	95231

Lasers Tech S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 173.018.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015084110/9.
(150096577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Master Life Brokerage, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-4515 Differdange, 14A, rue Zénon Bernard.
R.C.S. Luxembourg B 148.730.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015084168/9.
(150096815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Medical Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 54.376.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015084173/9.
(150096527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Mini Max Data International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 38.767.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015084179/9.
(150096468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Moto Plus Group, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 171.238.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015084182/9.
(150096820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Lascaux S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 55.555.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015084126/9.
(150096483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Kay Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 153.087.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015084084/9.
(150096405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

H2P4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 89A, rue Pafebruch.
R.C.S. Luxembourg B 182.258.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juin 2015.
Référence de publication: 2015087239/10.
(150099265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Quoniam Funds Selection SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 141.455.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 juin 2015.
Référence de publication: 2015087456/10.
(150099227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Ideal Standard International Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 131.260.

Les statuts coordonnés au 15 mai 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Marc Loesch
Notaire
Référence de publication: 2015087243/11.
(150099950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Lorito L. Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 20.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 171.387.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2504 du 9 octobre 2012.
Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Lorito L. Holdings S.à r.l.
Signature
Référence de publication: 2015088142/14.
(150100425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Lineheart & Soft S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3372 Leudelange, 1, rue Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 166.467.

Les comptes annuels du 01/01/2014 au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015088137/10.

(150101184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Kilderkin S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 212.500,00.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 168.973.

Le bilan de la société au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015084102/9.

(150096516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

La Musarderie Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 180.483.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LA MUSARDERIE PROPERTY S.A.

Référence de publication: 2015088149/10.

(150101006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Li.Ter Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 36.482.

Le bilan de la société au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2015088136/12.

(150100822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Kreucol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 180.280.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique signées en date du 8 juin 2015 que le siège sociale de la Société sera au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, avec effet au 8 juin 2015.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

Référence de publication: 2015088114/13.

(150100441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Multrans, Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 32.548.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015084184/9.
(150096784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Real Estate Property 9 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 177.468.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
REAL ESTATE PROPERTY 9 S.A.
Référence de publication: 2015088387/10.
(150101028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

American Medical Systems Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 124.888.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Signature
Mandataire
Référence de publication: 2015085072/11.
(150097241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

Schwarz & Hoeser S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7415 Brouch, 70, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 180.715.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Danielle Schwarz
La Gérante
Référence de publication: 2015088411/11.
(150101153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Altercap II Securities, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 160.240.

Extrait des résolutions prises par les actionnaires de la société en date du 22 mai 2015

Le mandat de la société Deloitte Audit ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 67.895 est renouvelé jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié conforme

Référence de publication: 2015085069/13.

(150097527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

Multrans Assets, Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 157.711.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015084185/9.
(150096477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Novae Energies SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5481 Wormeldange, 69, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 147.772.

—
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015084199/9.
(150096606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Arnina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 123.955.

—
Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 Mai 2015.
Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures
Gérant
Référence de publication: 2015085084/13.
(150097958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

Qatari Diar Marina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 180.413.

—
Extrait des résolutions en date du 9 juin 2015 prises par l'Associé Unique:

- L'Associé Unique accepte la démission de Monsieur Shahrkh Khan, né le 17 mai 1983, au Pakistan, ayant son adresse professionnelle au Building EBBC, bâtiment A, 1^{er} étage, 6A route de Trèves L-2633 Senningerberg, en tant que Gérant de classe B de la société avec effet au 8 juin 2015.
- L'Associé Unique accepte la nomination de Monsieur Amine Abdouh, né le 18 septembre 1984 à Meknes au Maroc, ayant son adresse professionnelle au Building EBBC, bâtiment A, 1^{er} étage, 6A route de Trèves L-2633 Senningerberg, en tant que Gérant de classe B de la société avec effet au 9 juin 2015.
- L'Associé Unique accepte la nomination de Monsieur Jassim Al Thani, né le 20 octobre 1985 à Doha au Qatar, ayant son adresse professionnelle au Lusail street, PO Box 23175, Doha, Qatar, en tant que Gérant de classe A de la société avec effet au 9 juin 2015.
- L'Associé Unique accepte la nomination de Monsieur Fabien Toscano, né le 9 juin 1975, à Paris, France, ayant son adresse professionnelle au 77 Grosvenor Street, W1K 3JR, London, United Kingdom, en tant que Gérant de classe A de la société avec effet au 9 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Frances Julius
Gérant classe B

Référence de publication: 2015088373/23.

(150100728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

OPG Commercial RE Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 187.613.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015084209/9.

(150096818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

CapMan Public Market Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 143.172.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 juin 2015.

Référence de publication: 2015085213/10.

(150097235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

Amethis Finance Luxembourg S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 173.432.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2015.

Référence de publication: 2015085074/11.

(150097321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

DSE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7758 Grentzingen, Maison 1.

R.C.S. Luxembourg B 152.168.

EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal d'une assemblée générale ordinaire du 11 juin 2015 que:

L'assemblée décide de reconduire les mandats des administrateurs suivants, avec effet au 25 mars 2015:

- Monsieur Jean TERRENS, né le 25 février 1943 à Diekirch, demeurant au 30, rue du Canal, L - 9020 Ettelbrück,
- Madame Elisabeth DUMONG, née le 12 avril 1945 à Luxembourg, demeurant au 30, rue du Canal, L - 9020 Ettelbrück
- Monsieur Claude TERRENS, né le 30 mai 1969 à Ettelbrück, demeurant au 1, Maison, L - 7758 Grentzingen

Les mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2021.

L'assemblée décide de reconduire le mandat de l'administrateur-délégué détenu par Monsieur Claude TERRENS, né le 30 mai 1969 à Ettelbrück, demeurant au Maison 1, L - 7758 Grentzingen

Le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2021.

L'assemblée décide de reconduire le mandat du commissaire aux comptes détenu par la société FIDU-CONCEPT SARL, ayant son siège social au 36, avenue Marie-Thérèse, L - 2132 Luxembourg, immatriculée sous le numéro B 38.136 auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg.

Le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2021.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015089519/22.

(150102898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Eclecta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 59.725.

Les comptes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ECLECTA S.A.

Référence de publication: 2015087929/10.

(150101131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Café MICHE Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9213 Diekirch, 8, rue de Brabant.
R.C.S. Luxembourg B 92.186.

En date du 10 juin 2015,

Madame Michèle HEINTZ, née le 26-07-1937 à Luxembourg, cède 250 parts sociales à Madame Simone SCHAFFNER, née le 8-04-1974 à Basel.

Signature

Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015089422/12.

(150102869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Commex International S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.
R.C.S. Luxembourg B 59.323.

Le 13 février 2015 à 11.00 heures, Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société anonyme "COMMEX INTERNATIONAL S.A.-SPF" se sont réunis en assemblée générale annuelle à Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis, d'un commun accord, en renonçant à une convocation préalable.

L'assemblée décide à l'unanimité d'accepter la nomination de Monsieur Johan THIRIART, économiste, né 5 mai 1960 à Kinshasa (COD), demeurant professionnellement à L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis, jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2019 en remplacement de Madame Myriam DERAIDEUX, démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMMEX INTERNATIONAL S.A.-SPF

Référence de publication: 2015089471/15.

(150102633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Concord International Marketing S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 50.577.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société Concord International Marketing Sàrl tenue au siège de la société en date du 1^{er} juin 2015

L'associé est présent:

L'associé constate:

- que l'adresse de Monsieur Daniel SCHULTZ, né le 22 septembre 1941 à Paris (France) est désormais fixée au 13, avenue de la Flotte à F - 06400 CANNE.

La décision a été prise à l'unanimité.

Après cela, l'assemblée générale extraordinaire est déclarée comme terminée.

CONCORD INTERNATIONAL MARKETING SARL

Daniel SCHULTZ

Référence de publication: 2015089477/17.

(150102557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

SWM Holdco 3, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 6.024.350,00.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 186.776.

In the year two thousand and fifteen, on the first day of June,

Before Maître Jean SECKLER notary, residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Was held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of SWM HoldCo 3, a société à responsabilité limitée (private limited liability company) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 6,024,350 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés (Trade and Companies Register), Luxembourg under number B 186.776 (the “Company”).

There appeared

SWM HoldCo 1, a société à responsabilité limitée (private limited liability company) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 9,416,950 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés (Trade and Companies Register), Luxembourg under number B 182.478 (the “Sole Shareholder”);

here represented by Mr. Max Mayer, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialed *ne varietur*, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The 120,487 (one hundred and twenty thousand four hundred eighty-seven) shares representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder has been duly informed.

The Sole Shareholder through its proxy holder requests the notary to enact that the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Transfer of the registered office of the Company from 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg to 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, with effect as of June 1, 2015;
2. Subsequent amendment to article 5 of the articles of association of the Company;
3. Acknowledgment of the resignation of two type B managers of the Company and subsequent appointment of a new type B manager of the Company; and
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution

It is resolved to transfer the registered office of the Company from 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg to 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, with effect as of June 1, 2015.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution it is resolved to amend article 5 of the articles of association of the Company, to read as follows:

“ **Art. 5. Registered Office.** The registered office of the Company is established in the municipality of Contern, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the municipality by means of a resolution of the sole manager, or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers in accordance with these Articles or to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.”

Third resolution

It is resolved to acknowledge the resignation of Mrs. Roberta Masson and Mrs. Caroline Goergen from their position as type B managers of the Company, with effect as of June 1, 2015.

It is further resolved to appoint Mr. Philippe SALPETIER, born on August 19, 1970 in Libramont, Belgium and residing professionally at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, as type B manager of the Company with effect as of June 1, 2015 and for an undetermined duration.

Fourth resolution

It is resolved to acknowledge that the sole shareholder SWM HoldCo 1, transferred its registered office to L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about EUR 1,000.-.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons through their attorney, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney of the persons appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le premier jour du mois de juin,

Par-devant Maître Jean SECKLER notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de SWM Holdco 3, une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de 6.024.350 EUR et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 186.776 (la «Société»).

A comparu,

SWM Holdco 1, une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de 9.416.950 EUR et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 182.478 (l'«Associé Unique»),

ici représenté par M. Max Mayer, employé, résidant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec ce dernier.

Les 120.487 (cent vingt mille quatre cent quatre-vingt-sept) parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour dont l'Associé Unique a été dûment informé.

L'Associé Unique représenté par son mandataire prie le notaire d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Transfert du siège social de la Société du 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg au 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, avec effet au 1^{er} juin 2015;

2. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société;

3. Prise de connaissance de la démission de deux gérants de type B de la Société et nomination subséquente d'un nouveau gérant de type B de la Société; et

4. Divers.

Après que l'agenda ait été approuvé par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il est décidé de transférer le siège social de la Société du 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg au 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, avec effet au 1^{er} juin 2015.

Seconde résolution

En conséquence de la résolution qui précède, il est décidé de modifier l'article 5 des statuts de la Société afin qu'il soit lu comme suit:

« **Art. 5. Siège.** Le siège social de la Société est établi dans la municipalité de Contern, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre lieu de la commune par décision du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, par décision du conseil de gérance conformément aux présents Statuts ou en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg

par résolution de l'Associé Unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution prise à la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société».

Troisième résolution

Il est décidé de prendre connaissance de la démission de Mme Roberta Masson et de Mme Caroline Goergen de leur poste de gérants de type B de la Société, avec effet au 1^{er} juin 2015.

Il est également décidé de nommer Mr Philippe SALPETIER, né le 19 août 1970 à Libramont, Belgique et résidant professionnellement au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de gérant de type B de la Société avec effet au 1^{er} juin 2015 et pour une durée indéterminée.

Quatrième résolution

Il est décidé de prendre connaissance que l'Associé Unique SWM Holdco 1, a transféré son siège social vers L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

Estimations des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui pourrait être dû par elle en raison des présentes est évalué à environ 1.000,- EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'entête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max Mayer, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 04 juin 2015. Relation GAC/2015/4688. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015087557/130.

(150099152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Accel London Investments VIII S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 119.999,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.295.

In the year two thousand and fifteen, on the third day of June.

Before Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Accel London Holdings VIII LLC, a limited liability company incorporated under the laws of the State of Delaware (United States of America), whose principal place of business is at 428 University Avenue, Palo Alto, CA 94301, United States of America (the "Sole Shareholder"),

hereby duly represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, with professional address at Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney having been signed "ne varietur" by the power of attorney holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of Accel London Investments VIII S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register ("Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg"), incorporated pursuant to a notarial deed enacted by the undersigned notary on 20 May 2015, not yet published in the Luxembourg Official Gazette ("Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association") (the "Company").

The articles of the association of the Company have not been amended since its incorporation.

II.- That the 20,000 (twenty thousand) shares, with a nominal value of of USD 1 (one United States Dollar) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III. - The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Waiving of notice right;
2. Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 99,999 (ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars) to USD 119,999 (one hundred nineteen thousand nine hundred ninety-nine United States Dollars) by the issuance of 99,999 (ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine) new shares, with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each, the whole to be fully paid-up by the sole shareholder of the Company by way of a contribution in kind;
3. Subscription and payment by the sole shareholder of the Company of the new shares by way of a contribution in kind;
4. New composition of the shareholding of the Company;
5. Subsequent amendment of the first paragraph of article 8 of the articles of association of the Company; and
6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

The Sole Shareholder resolves to waive its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers the meeting to be validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of USD 99,999 (ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars) to USD 119,999 (one hundred nineteen thousand nine hundred ninety-nine United States Dollars) by the issuance of 99,999 (ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine) new shares, with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each (the "New Shares"), the whole to be fully paid for by way of a contribution in kind as described hereinafter (the "Contribution").

Third resolution:

It is resolved to accept the subscription and the payment by the Sole Shareholder of the New Shares through the Contribution.

Description of the Contribution

The Contribution to be made by the Sole Shareholder in exchange for the issuance of the New Shares consists in a certain receivable held by the Sole Shareholder against the Company in an amount of USD 99,999 (ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine United States Dollars).

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervenes the Sole Shareholder, hereby represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal and declares to subscribe to the New Shares. The New Shares have been fully paid up by the Sole Shareholder through the Contribution.

Valuation

The net value of the Contribution amounts to USD 99,999 (ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine United States Dollars).

Such valuation has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value dated 3 June 2015, which shall remain annexed to this deed to be submitted with it as a formality of registration.

Evidence of the Contribution's existence

A proof of the existence of the Contribution has been given to the Company.

Managers' intervention

Thereupon intervene:

- a) Mr. Jonathan Biggs, residing professionally at 16 St. James's Street, London SW1A 1ER, United Kingdom, category A manager;
- b) Mr. David Catala, residing professionally at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, category B manager; and

c) Mr. Ludovic Trogliero, residing professionally at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, category B manager;

all represented here by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, prenamed, in accordance with the provisions of the statement of contribution value.

Acknowledging having been previously informed of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company by reason of the Contribution, expressly agree with the description of this Contribution, with its valuation, and confirm the validity of the subscription and payment.

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the shareholding of the Company is now composed of:

- Accel London Holdings VIII LLC: 119,999 (one hundred nineteen thousand nine hundred ninety-nine) shares, with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each.

The notary acts that the 119,999 (one hundred nineteen thousand nine hundred ninety-nine) shares, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolutions to be taken below.

Fifth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contribution having been fully carried out, the Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of article 8 of the Company's articles of association so as to read as follows:

“ **Art. 8.** The share capital is set at USD 119,999 (one hundred nineteen thousand nine hundred ninety-nine United States Dollars) divided into 119,999 (one hundred nineteen thousand nine hundred ninety-nine) shares of USD 1 (one United States Dollar) each.”

No other amendments to be made to this article.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the proxyholder of the person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le troisième jour du mois de juin.

Par-devant Maître Jacques Kessler, notaire établi à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Accel London Holdings VIII LLC, une société à responsabilité limitée («limited liability company») constituée sous les lois de l'État du Delaware (États-Unis d'Amérique), ayant son lieu principal d'établissement au 428, University Avenue, Palo Alto, CA 94301, États-Unis d'Amérique (l'«Associé Unique»),

ici dûment représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration ayant été signée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée au présent acte pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'associé unique de Accel London Investments VIII S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, constituée par un acte notarié rédigé par le notaire instrumentaire le 20 mai 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Société»).

Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

II.- Que les 20.000 (vingt mille) parts sociales, ayant une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points figurant à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment et préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Renonciation au droit de convocation;
 2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 99.999 USD (quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Dollars Américains) de sorte à l'augmenter de son montant actuel de 20.000 USD (vingt mille Dollars Américains) à 119.999 USD (cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Dollars Américains) par l'émission de 99.999 (quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf) nouvelles parts sociales, ayant une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) chacune, le tout devant être entièrement libéré par l'associé unique de la Société par le biais d'un apport en nature;
 3. Souscription et paiement par l'associé unique de la Société des nouvelles parts sociales par le biais d'un apport en nature;
 4. Nouvelle composition de l'actionnariat de la Société;
 5. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société; et
 6. Divers.
- Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de recevoir convocation préalable afférente à cette assemblée, reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour, considère avoir été valablement convoqué et, en conséquence, accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. De plus, il est décidé que toute la documentation utile a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 99.999 USD (quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Dollars Américains) de sorte à l'augmenter de son montant actuel de 20.000 USD (vingt mille Dollars Américains) à 119.999 USD (cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Dollars Américains) par l'émission de 99.999 (quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf) nouvelles parts sociales, ayant une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»), le tout devant être entièrement libéré par le biais d'un apport en nature tel que décrit ci-après (l'«Apport»).

Troisième résolution:

Il est décidé d'accepter la souscription et le paiement par l'Associé Unique des Nouvelles Parts Sociales au moyen de l'Apport.

Description de l'Apport

L'Apport fait par l'Associé Unique, en contrepartie de l'émission des Nouvelles Parts Sociales, est composé d'une créance détenue par l'Associé Unique à l'encontre de la Société d'un montant de 99.999 USD (quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Dollars Américains).

Intervention de l'apporteur - Souscription - Paiement

Intervient ensuite l'Associé Unique, ici représenté par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, précitée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, et déclare souscrire aux Nouvelles Parts Sociales. Les Nouvelles Parts Sociales ont été entièrement libérées par l'Associé Unique par le biais de l'Apport.

Evaluation

La valeur nette de l'Apport est évaluée à 99.999 USD (quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Dollars Américains).

Une telle évaluation a été approuvée par les gérants de la Société conformément à une déclaration de valeur de l'apport datée du 3 juin 2015, laquelle restera annexée à cet acte pour être soumise ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Preuve de l'existence de l'Apport

Une preuve de l'existence de l'Apport a été donnée à la Société.

Intervention des gérants

Interviennent alors:

- a) M. Jonathan Biggs, demeurant professionnellement à 16 St. James's Street, Londres SW1A 1ER, Royaume-Uni, gérant de catégorie A;
- b) M. David Catala, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, gérant de catégorie B; et

c) M. Ludovic Trogliero, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, gérant de catégorie B;

tous représentés par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prénommée, en vertu des dispositions de la déclaration de valeur d'apport.

Reconnaissant avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité, légalement responsables en tant que gérants de la Société en raison de l'Apport, s'accordent expressément avec la description de cet Apport, avec son évaluation, et confirment la validité de la souscription et du paiement.

Quatrième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent, l'actionnariat de la Société est désormais composé comme suit:

- Accel London Holdings VIII LLC: 119.999 (cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf) parts sociales, avec une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain).

Le notaire acte que les 119.999 (cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf) parts sociales, représentant la totalité du capital social de la Société sont présentes de telle sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur la résolution devant être prise ci-après.

Cinquième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent et l'Apport ayant été entièrement libéré, l'Associé Unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société de manière à le lire comme suit:

« **Art. 8.** Le capital social est fixé à 119.999 USD (cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Dollars Américains), représenté par 119.999 (cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) chacune.»

Aucune autre modification n'est à porter à cet article.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance a été clôturée.

Dont acte, fait et passé à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire de la personne comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête de la personne comparante susmentionnée, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05 juin 2015. Relation: EAC/2015/12758. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015086864/219.

(150099711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Kensington Italy Office Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.358.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the first day of the month of June.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Kensington Italy Office Super Topco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, and in the process of being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg and having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500),

represented by Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company “Kensington Italy Office Topco S.à r.l.” (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Kensington Italy Office Topco S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and side-stream guarantees), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect

any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
Kensington Italy Office Super Topco S.à r.l.	500	EUR 12,500
Total	500	EUR 12,500

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 8 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B195.140.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am ersten Tag des Monats Juni,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, ist erschienen,

Kensington Italy Office Super Topco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt, und gerade dabei ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg eingetragen zu werden,

hier vertreten durch Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Kensington Italy Office Topco S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen " Kensington Italy Office Topco S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben (einschließlich up-stream als auch side-stream Bürgschaften), Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im

Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragene Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragene Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt in bar eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
Kensington Italy Office Super Topco S.à r.l.	500	EUR 12.500
Summe	500	EUR 12.500

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.500,- geschätzt.

Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
 - BRE/Management 8 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 195.140.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. LE MAREC, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 02 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/17019. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 05. Juni 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015084095/451.

(150096619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Bazar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 122, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 105.977.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 6 juin 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015085176/10.

(150097154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

Cristal de Luxe, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 161.303.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 juin 2015.

Référence de publication: 2015085232/10.

(150097358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

Trinistar Liverpool JVCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 13.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 188.546.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eight day of the month of May.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

SOF-10 Trinistar Holdings S.à r.l. (formerly known as Lux 42 Starlight GBP S.à r.l.), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 188.749 and with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on May 13th, 2015.

The proxy signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to document the following:

I. The Sole Shareholder is the sole shareholder of Trinistar Liverpool JVCo S.à r.l. (formerly known as SOF-10 Starlight 8 GBP S.à r.l.), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of thirteen thousand Pounds Sterling (GBP 13,000), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 188.546 and with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg (the "Company"), incorporated by a deed received by the undersigned notary, on July 2nd, 2014 and published in the Luxembourg Official Gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2467 of September 12th, 2014. The Company's articles of association have been first and last amended pursuant to a deed received by Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, on February 6th, 2015 and published in the Luxembourg Official Gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 817 of March 25th, 2015.

II. The Sole Shareholder recognized to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda, which is known to the Sole Shareholder:

Agenda:

1. To amend the object of the Company by among others inserting additional new second and third paragraphs in article 3 of the Company's articles of association (the second paragraph becoming the fourth paragraph) which shall read as follows:

"The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial and other, Luxembourg or foreign enterprises. The Company's purpose is, in particular, to generate significant returns for its shareholders by (i) locating, analyzing, investing in, acquiring, holding, originating, maintaining, operating, leasing, managing, developing, improving, mortgaging, encumbering, and selling for profit equity and debt interests in real estate and in securities and other interests related to real estate, including, without limitation, developable land, rental apartment buildings, office properties, retail properties, industrial properties, research and development properties, hotels, resorts and destination complexes, timeshares, motels and other lodging facilities, mixed use properties, telco properties and zoned residential land and debt instruments secured by real estate or by interests in such real estate, (ii) participating as a partner, owner or investor in or lender to other general or limited partnerships, limited liability companies, corporations or other vehicles or Persons, the business of which is related to real estate including, without limitation, the ownership, sale, leasing, financing, development and/or management thereof or the provision of services thereto, and (iii) engaging in all other activities related or incidental thereto.

The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing,

draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.”

2. To create two (2) classes of shares, namely the A shares and the B shares having the rights and privileges attached thereto as set out in the Company’s articles of association, to convert four hundred eighty-nine (489) existing shares into four hundred eighty-nine (489) A shares and eleven (11) existing shares into eleven (11) B shares, all of them being still held by the Sole Shareholder and to amend article 5.1 of the Company’s articles of association to reflect such resolution.

3. To address remote board meetings by changing article 9.7 of the Company’s articles of association by inserting the following new sentence at the end of article 9.7 as follows: “No manager may participate in any meeting if such manager is present for such meeting in the United Kingdom.”

4. To amend the distribution rules of the Company by changing article 16.2 of the Company’s articles of association as follows: “Under the terms and conditions provided by law and upon recommendation of the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, the general meeting of the shareholders will determine how the remainder of the Company’s annual net profits will be used in accordance with the law, any shareholder agreement as may be entered into and amended by the shareholders from time to time and these Articles.”

5. To amend the distribution rules at liquidation of the Company by changing the article 17.2 of the Company’s articles of association as follows: “When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders in accordance with the law, any shareholder agreement as may be entered into and amended by the shareholders from time to time and these Articles.”

6. Miscellaneous.

The Sole Shareholder then passed the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the object of the Company by inserting the following additional new second and third paragraphs in article 3 of the Company’s articles of association (the second paragraph becoming the fourth paragraph):

“The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.”

Article 3 of the Company’s articles of association shall forthwith read as follows:

“ **Art. 3. Object.** The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial and other, Luxembourg or foreign enterprises. The Company's purpose is, in particular, to generate significant returns for its shareholders by (i) locating, analyzing, investing in, acquiring, holding, originating, maintaining, operating, leasing, managing, developing, improving, mortgaging, encumbering, and selling for profit equity and debt interests in real estate and in securities and other interests related to real estate, including, without limitation, developable land, rental apartment buildings, office properties, retail properties, industrial properties, research and development properties, hotels, resorts and destination complexes, timeshares, motels and other lodging facilities, mixed use properties, telco properties and zoned residential land and debt instruments secured by real estate or by interests in such real estate, (ii) participating as a partner, owner or investor in or lender to other general or limited partnerships, limited liability companies, corporations or other vehicles or Persons, the business of which is related to real estate including, without limitation, the ownership, sale, leasing, financing, development and/or management thereof or the provision of services thereto, and (iii) engaging in all other activities related or incidental thereto.

The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing,

draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.”

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to create two (2) classes of shares, namely the A shares and the B shares having the rights and privileges attached thereto as set out in the Company’s articles of association, to convert four hundred eighty-nine (489) existing shares into four hundred eighty-nine (489) A shares and eleven (11) existing shares into eleven (11) B shares, all of them being still held by the Sole Shareholder.

As a consequence of the creation of classes of shares, the Sole Shareholder of the Company resolved to amend article 5.1 of the Company’s articles of association which shall forthwith read as follows:

“ Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is set at thirteen thousand Pounds Sterling (GBP 13,000) represented by four hundred eighty-nine (489) A shares and eleven (11) B shares in registered form with a nominal value of twenty-six Pounds Sterling (GBP 26), all subscribed and fully paid-up.”

Articles 5.2 and 5.3 of the Company’s articles of association shall remain unchanged.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to address remote board meetings by amending the article 9.7 of the Company’s articles of association by inserting the following new sentence at the end of the paragraph: “No manager may participate in any meeting if such manager is present for such meeting in the United Kingdom.”

Article 9.7 of the Company’s articles of association shall forthwith read as follows:

“ **Art. 9.7.** Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication that allows all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to in-person participation at such meeting. No manager may participate in any meeting if such manager is present for such meeting in the United Kingdom.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the distribution rules of the Company by changing article 16.2 of the Company’s articles of association as follows: “Under the terms and conditions provided by law and upon recommendation of the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, the general meeting of the shareholders will determine how the remainder of the Company’s annual net profits will be used in accordance with the law, any shareholder agreement as may be entered into and amended by the shareholders from time to time and these Articles.”

Article 16.2 of the Company’s articles of association shall forthwith read as follows:

“ **Art. 16.2.** Under the terms and conditions provided by law and upon recommendation of the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, the general meeting of the shareholders will determine how the remainder of the Company’s annual net profits will be used in accordance with the law, any shareholder agreement as may be entered into and amended by the shareholders from time to time and these Articles.”

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the distribution rules at liquidation of the Company by changing article 17.2 of the Company’s articles of association as follows: “When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders in accordance with the law, any shareholder agreement as may be entered into and amended by the shareholders from time to time and these Articles.”

Article 17.2 of the Company’s articles of association shall forthwith read as follows:

“ **Art. 17.2.** When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders in accordance with the law, any shareholder agreement as may be entered into and amended by the shareholders from time to time and these Articles.”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid amendment to the Company’s articles of association are estimated at one thousand two hundred (EUR 1.200).

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version at the request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version will control.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing in Luxembourg, who is known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, has signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-huit mai.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

SOF-10 Trinstar Holdings S.à r.l. (anciennement Lux 42 Starlight GBP S.à r.l.), une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188.749 et avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 13 mai 2015.

La procuration signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrées avec lui.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. L'Associé Unique est l'associé unique de Trinstar Liverpool JVCo S.à r.l. (anciennement SOF-10 Starlight 8 GBP S.à r.l.), une société à responsabilité limitée régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de treize mille Livres Sterling (GBP 13.000), immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188.546 et avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg (la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 2 juillet 2014 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2467 du 12 septembre 2014. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la première et dernière fois par un acte reçu par Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 6 février 2015 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 817 du 25 mars 2015.

II. L'Associé Unique a reconnu avoir été entièrement informé des résolutions à prendre sur la base de l'ordre du jour suivant, connu de l'Associé Unique:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet de la Société par l'insertion entre autres d'un deuxième et troisième paragraphes additionnels nouveaux à l'article 3 des statuts de la Société (le deuxième paragraphe devenant le quatrième paragraphe) qui aura la teneur suivante:

«L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, qu'elles soient luxembourgeoises ou étrangères. Plus particulièrement, la Société a pour objet de générer d'importants bénéfices au profit de ses associés par (i) La localisation, l'analyse, l'investissement, l'acquisition, la détention, l'initialisation, le soutien, le maintien, le contrôle, la location, la gestion, le développement, l'amélioration, l'hypothèque, les sûretés et garanties, la vente bénéficiaire et la conclusion d'emprunts porteurs d'intérêts relatifs à des propriétés immobilières ou titres et autres intérêts liés à l'immobilier, y inclus, sans y être limités, les terres à améliorer et développer, les immeubles de rapport et d'appartements à louer, les immeubles de bureaux, les maisons unifamiliales, les ensembles industriels, les immeubles de recherche et développement, les parcs de loisirs, ensembles et complexes hôteliers, les propriétés à temps partiels, motels et autres lieux d'hébergement, habitations mixtes, propriétés telco et terrains en zone résidentielle, et les emprunts hypothécaires ou garantis par des sûretés grevant ces droits immobiliers, (ii) Prendre des participations en tant qu'associé, propriétaire ou investisseur ou bailleur de fonds, comme commandité ou commanditaire de société en commandite, associé de sociétés à responsabilité limitée, actionnaire de sociétés anonymes, ou autres formes juridiques de personnes morales, dont l'objet commercial est en relation avec le domaine de l'immobilier, en ce compris, sans y être limité, la propriété, la vente, la location, le financement, le développement et/ou la gestion de ceux-ci ou la prestation de services y relative, et (iii) L'engagement et l'implication dans toute autre activité qui pourrait être liée à celles évoquées ci-avant, de manière directe, indirecte ou accessoire.

La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la construction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou valeurs de participation, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toutes autres sociétés ou personnes et la Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés

portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toutes autres sociétés ou personnes et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toutes autres sociétés ou personnes, dans chaque cas, pour autant que ces activités ne constituent pas des activités réglementées du secteur financier.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités pré décrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.»

2. Création de deux (2) catégories de parts sociales, à savoir les parts sociales A et les parts sociales B ayant les droits et privilèges attachés tels que prévus dans les statuts de la Société, la conversion de quatre cent quatre-vingt-neuf (489) parts sociales existantes en quatre cent quatre-vingt-neuf (489) parts sociales A et onze (11) parts sociales existantes en onze (11) parts sociales B, chacune d'entre elles étant toujours détenue par l'Associé Unique, et modification de l'article 5.1 des statuts de la Société afin d'appliquer la résolution ci-dessus.

3. Restriction de la tenue des réunions du conseil de gérance au Royaume-Uni en insérant une troisième phrase à la fin l'article 9.7 des statuts de la Société comme suit: «Aucun gérant ne peut participer à une réunion si ce gérant est présent à cette réunion depuis le Royaume-Uni».

4. Modification des règles de distribution de la Société par la modification de l'article 16.2 des statuts de la Société comme suit: «Selon les termes et conditions prévus par la loi et sur recommandation du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés déterminera comment le solde des bénéfices nets annuels de la Société sera utilisé conformément à la loi, tout pacte d'actionnaires tel qu'il peut être conclu et modifié entre les associés de temps à autre et aux Statuts».

5. Modification des règles de distribution à la liquidation de la Société par la modification de l'article 17.2 des statuts de la Société comme suit: «Lorsque la liquidation de la Société est clôturée, les actifs de la Société seront attribués aux associés conformément à la loi, tout pacte d'actionnaires tel qu'il peut être conclu et modifié entre les associés de temps à autre et aux Statuts.»

6. Divers.

L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'objet de la Société par insertion entre autres d'un deuxième et troisième paragraphe additionnels nouveaux à l'article 3 des statuts de la Société (le deuxième paragraphe devenant le quatrième paragraphe):

«La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la construction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou valeurs de participation, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toutes autres sociétés ou personnes et la Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toutes autres sociétés ou personnes et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toutes autres sociétés ou personnes, dans chaque cas, pour autant que ces activités ne constituent pas des activités réglementées du secteur financier.»

L'article 3 des statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3. Objet social.** L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, qu'elles soient luxembourgeoises ou étrangères. Plus particulièrement, la Société a pour objet de générer d'importants bénéfices au profit de ses associés par (i) La localisation, l'analyse, l'investissement, l'acquisition, la détention, l'initialisation, le soutien, le maintien, le contrôle, la location, la gestion, le développement, l'amélioration, l'hypothèque, les sûretés et garanties, la vente bénéficiaire et la conclusion d'emprunts porteurs d'intérêts relatifs à des propriétés immobilières ou titres et autres intérêts liés à l'immobilier, y inclus, sans y être limités, les terres à améliorer et développer, les immeubles de rapport et d'appartements à louer, les immeubles de bureaux, les maisons unifamiliales, les ensembles industriels, les immeubles de recherche et développement, les parcs de loisirs, ensembles et complexes hôteliers, les propriétés à temps partiels, motels et autres lieux d'hébergement, habitations mixtes, propriétés telco et terrains en zone résidentielle, et les emprunts hypothécaires ou garantis par des sûretés grevant ces droits immobiliers, (ii) Prendre des participations en tant qu'associé, propriétaire ou investisseur ou bailleur de fonds, comme commandité ou commanditaire de société en commandite, associé de sociétés à responsabilité limitée, actionnaire de sociétés anonymes, ou autres formes juridiques de personnes morales, dont l'objet commercial est en relation avec le domaine de l'immobilier, en ce compris, sans y être limité, la propriété, la vente, la location, le financement, le développement et/ou la gestion de ceux-ci ou la prestation de services y relative, et (iii) L'engagement et l'implication dans toute autre activité qui pourrait être liée à celles évoquées ci-avant, de manière directe, indirecte ou accessoire.

La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la construction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou valeurs de participation, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toutes autres sociétés ou personnes et la Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toutes autres sociétés ou personnes et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toutes autres sociétés ou personnes, dans chaque cas, pour autant que ces activités ne constituent pas des activités réglementées du secteur financier.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités pré décrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.»

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé de créer deux (2) catégories de parts sociales, à savoir les parts sociales A et les parts sociales B avec les droits et privilèges attachés tels que prévus dans les statuts de la Société, de convertir quatre cent quatre-vingt-neuf (489) parts sociales existantes en quatre cent quatre-vingt-neuf (489) parts sociales A et onze (11) parts sociales existantes en onze (11) parts sociales B, chacune d'entre elles étant toujours détenue par l'Associé Unique.

En conséquence de la création des classes de parts sociales, l'Associé Unique a décidé de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société, lequel aura désormais la teneur suivante:

« Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à treize mille Livres Sterling (GBP 13.000) représenté par quatre cent quatre-vingt-neuf (489) parts sociales A et onze (11) parts sociales B sous forme nominative, d'une valeur nominale de vingt-six Livres Sterling (GBP 26), toutes souscrites et entièrement libérées.»

Les articles 5.2 et 5.3 des statuts de la Société demeurent inchangés.

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de restreindre la tenue des réunions du conseil de gérance au Royaume-Uni en insérant une troisième phrase à la fin de l'article 9.7 des statuts de la Société comme suit: «Aucun gérant ne peut participer à une réunion si ce gérant est présent à cette réunion depuis le Royaume-Uni.»

L'article 9.7 des statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

« 9.7. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'identifier, s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion. Aucun gérant ne peut participer à une réunion si ce gérant est présent à cette réunion depuis le Royaume-Uni.»

Quatrième résolution

L'Associé Unique a décidé de changer les règles de distribution de la Société en modifiant l'article 16.2 des statuts de la Société comme suit: «Selon les termes et conditions prévus par la loi et sur recommandation du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés déterminera comment le solde des bénéfices nets annuels de la Société sera utilisé conformément à la loi, tout pacte d'actionnaires tel qu'il peut être conclu et modifié entre les associés de temps à autre et aux Statuts».

L'article 16.2 des statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

« 16.2. Selon les termes et conditions prévus par la loi et sur recommandation du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés déterminera comment le solde des bénéfices nets annuels de la Société sera utilisé conformément à la loi, tout pacte d'actionnaires tel qu'il peut être conclu et modifié entre les associés de temps à autre et aux Statuts».

Cinquième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier les règles de distribution à la liquidation de la Société par la modification de l'article 17.2 des statuts de la Société comme suit: «Lorsque la liquidation de la Société est clôturée, les actifs de la Société seront attribués aux associés conformément à la loi, tout pacte d'actionnaires tel qu'il peut être conclu et modifié entre les associés de temps à autre et aux Statuts.»

L'article 17.2 des statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

« 17.2. Lorsque la liquidation de la Société est clôturée, les actifs de la Société seront attribués aux associés conformément à la loi, tout pacte d'actionnaires tel qu'il peut être conclu et modifié entre les associés de temps à autre et aux Statuts.»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payables par la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à mille deux cents euros (1.200.- EUR).

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 29 mai 2015. Relation: 2LAC/2015/11895. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 9 juin 2015.

Référence de publication: 2015087577/344.

(150099249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Anama Navisi Investments, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 16.000,00.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 22, avenue Marie Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 197.479.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the first day of June.

Before Us Me Jacques Kessler, notary residing at Pétange (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

- Mrs. Anna Alexandrovna MACHKEVITCH, born on July 12, 1982 in Bishkek (formerly Frunze), Kyrgyzstan, having her address at Apartment 159 Moore House, 2 Gatliff Road, London SW1W 8DU, United Kingdom; and

- Mr. Navdeep SINGH, born on 11 April 1981 in London, United Kingdom, having his address at Apartment 159 Moore House, 2 Gatliff Road, London SW1W 8DU, United Kingdom;

Both hereby represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, residing professionally in Pétange, by virtue of two proxies established under private seal.

The said proxies, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Such appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name.

1.1 The name of the company is "Anama Navisi Investments" (the "Company"). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), and these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 2. Registered Office.

2.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers of the Company (the "Board"). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders of the Company, acting in accordance with the procedure prescribed for the amendment of the Articles.

2.2 Where the Board or the shareholders of the Company determine that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad (but never to the United Kingdom) until the complete cessation of

these circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg incorporated company.

2.3 Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board provided always that no such branch, subsidiary or other office is established in the United Kingdom.

Art. 3. Corporate Object.

3.1 The purpose of the Company is the acquisition of shares or participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever the management of such participations and engaging in any service-related activities including, without limitation, acting as a director, manager or officer of any other company. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity in Luxembourg or abroad. It may participate in the creation, development, management and control of any company, foundation or enterprise, including any company foundation or enterprise outside Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may thus inter alia issue various classes of redeemable convertible debt instruments, it being specified that each class of debt instruments shall track and be convertible into the class of shares bearing the same denomination. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorization in a relevant jurisdiction.

3.3 The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited duration.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The share capital of the Company is set at sixteen thousand Euro (EUR 16,000.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) Ordinary Shares, five hundred (500) Class A Shares, five hundred (500) Class B Shares, five hundred (500) Class C Shares, five hundred (500) Class D Shares, five hundred (500) Class E Shares, five hundred (500) Class F Shares and five hundred (500) Class G Shares, in registered form, having a par value of one Euro (EUR 1.-) each (together the "Shares"), all subscribed and fully paid-up, and each class of shares shall track the performance and returns of certain underlying assets which it tracks.

5.2 The share capital may be increased or decreased unlimited number of times by a resolution of the shareholder(s) of the Company, acting in accordance with the procedure prescribed for the amendment of the Articles.

5.3 The Company may repurchase any class of shares, in accordance with Article 5.4, provided that:

i. sufficient distributable reserves are available to pay the repurchase price of the class of shares to be repurchased, such distributable reserves to be evidenced by interim accounts of the Company as of the repurchase date, to be prepared by the Board; and

ii. the repurchase is followed by a reduction of the capital of the Company.

The Company may repurchase any class of shares by a resolution of the shareholder(s) of the Company in accordance with Article 5.2.

5.4 In the course of any given financial year, the Company may proceed to repurchase all such class of shares in accordance with the Company's Tracking Stock Scheme at a repurchase price calculated as follows: the aggregate par value of the class of shares to be repurchased plus an amount corresponding to the net profit to be allocated to the class of shares to be repurchased in accordance with the second paragraph of Article 14, less any dividend already declared by the Company on the specific class of shares to be repurchased. For the purpose of this Article 5.4, the determination of the repurchase price shall be made by the Board.

5.5 All voting rights pertaining to the shares repurchased by the Company shall be suspended for the purpose of the extraordinary general meeting of shareholder(s) resolving on the reduction of the capital of the Company as per Article 5.3

and, therefore, the shares repurchased shall not be counted in the total number of shares issued by the Company when calculating the applicable presence and voting quorums.

Art. 6. Shares.

6.1 The Shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2 Shares are freely transferable among the shareholders of the Company.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to any third party is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.3 A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code. The Company shall refuse to register the transfer of a share where the relevant instrument of transfer has been executed in the United Kingdom.

6.4 The shares shall not be paired with any shares issued by a company incorporated in the United Kingdom.

6.5 A register of the Company's shareholders is kept at the registered office (outside the United Kingdom at all times) and may be examined by each shareholder upon request. No register of shareholders shall be kept by or on behalf of the Company in the United Kingdom.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of the Members of the Board.

7.1. The Company is managed by the Board composed of at least one (1) class A manager (hereafter "Class A Manager") and one (1) class B manager (hereafter "Class B Manager") appointed by a resolution of the shareholders of the Company setting out the term of their office. The members of the Board need not be shareholders of the Company.

7.2 No person resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes may:

a) be elected or appointed as manager in circumstances in which such election or appointment would cause there to be a majority of managers who were resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes; or

b) act as a manager in circumstances in which a majority of managers were resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes.

For the purposes of b) above, if a manager becomes resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes and, immediately after that manager becoming so resident or based, a majority of the managers would be so resident or based, that manager shall be treated as having resigned immediately prior to so becoming resident or based.

7.3 The Board may choose from among its members a chairman.

7.4 Without prejudice to article 7.2 b), one or more members of the Board may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders of the Company.

Art. 8. Members of the Board.

8.1. All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object. Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board, subject to article 8.2.

8.2 The Board may from time to time appoint any person to represent the Company in its capacity as a member of any board to which the Company has been appointed (a "Board Representative"). A Board Representative shall have no discretion when exercising such function, may only take or refrain from taking such actions as have been directed by a meeting of the Board which has been validly constituted in accordance with Articles 8.3 - 8.8 below, and may not take or refrain from taking any action the outcome of which would be contrary to any direction of such a meeting. The Company shall not be bound towards third parties in relation to any action of a Board Representative unless the Board Representative acts in accordance with the provisions of this Article 8.1.

8.2. The Board meets upon the request of any member of the Board, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg (and in any cases never in the United Kingdom). Written notice of any meeting of the Board is given to all members of the Board at least forty-eight (48) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting. No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. No notice and no board papers are to be given to any member of the Board when they are physically present in the United Kingdom. Notice of a meeting may also be waived by a member of the Board, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

8.4 Any member of the Board may grant a power of attorney to another member of the Board who is not resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes in order to be represented at any meeting of the Board.

8.5 The Board can validly deliberate and act only if all of its members are present or represented by a duly appointed attorney, provided that a majority of those members present or represented are not resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes. Where there is one Class A Manager, that Class A Manager or their duly appointed attorney is the chairman of the Board, unless the Board unanimously resolves otherwise. Where there is more than one Class A Manager, the Class A Manager that was first appointed as a Class A Manager (as between those appointed as Class A

Managers at the time of the meeting) or their duly appointed attorney is the chairman of the Board, unless the Board unanimously resolves otherwise. Resolutions of the Board are validly adopted by a unanimous vote of the Board. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all members of the Board present or represented.

8.6 Where the appointment of the members of the Board acting as aforesaid is defective as a result of that member of the Board or person causing there to be a majority of members of the Board resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes, or such member of the Board would otherwise be disqualified or required to vacate office or treated as having resigned as a result of causing there to be a majority of members of the Board resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes, all acts done by, in preparation for, or pursuant to any meeting of the members of the Board at which that person was present or in connection with any written resolution signed by or on behalf of that person shall be void.

8.7 Any member of the Board may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held provided that no member of the Board may participate in a meeting of the Board whether by teleconference or other communications equipment or otherwise where such member of the Board is physically present in the United Kingdom. Where any member of the Board participates in a meeting of the Board in the United Kingdom all acts and resolutions of that meeting shall be void.

8.8 Circular resolutions signed by all members of the Board (the “Managers Circular Resolutions”), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature provided that no Managers Circular Resolutions may be signed in the United Kingdom. Any Managers Circular Resolutions signed by any member of the Board in the United Kingdom shall be void.

8.9 The resolutions relating to the following matters shall require the prior approval of the Board and each Class A Manager:

a. any change in the nature or scope of the business of the Company or of any entity the management board or board of directors of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member, shareholder or beneficial owner;

b. any alteration to the constitutional documents of any entity the management board or board of directors of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member, shareholder or beneficial owner;

c. the appointment of auditors of any entity the management board or board of directors of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member, shareholder or beneficial owner;

d. any issuance, acquisition, disposal, redemption or repurchase of shares or interests by any entity the management board or board of directors of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member, shareholder or beneficial owner;

e. any transaction (i) under which the maximum liability of the Company or any entity the management board or board of directors of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member, shareholder or beneficial owner is either unlimited or is equal to or exceeds an amount equal to five percent of the revenues of the Company or such entity for the last financial year, or (ii) the economic effect of which is equivalent to the acquisition, disposal, encumbrance or similar effect of an asset valued at in excess of five per cent of the revenues for the last financial year of the Company or an entity the management board or board of directors of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member, shareholder or beneficial owner;

f. any action of the Company or of any entity the management board or board of directors of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member, shareholder or beneficial owner in connection with court, arbitration or other similar proceedings;

g. any participation of the Company or of any entity the management board or board of directors of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member, shareholder or beneficial owner directly or indirectly in the capital of another entity or changing the size of such participation;

h. any matter relating to the merger, demerger, dissolution or liquidation of any entity the management board or board of directors of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member, shareholder or beneficial owner;

i. transferring any duty of the Company to another entity; and

j. lending or borrowing money by the Company or any entity the management board or board of directors of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member, shareholder or beneficial owner where the loan amount or the amount of borrowed money is equal to or exceeds five percent of revenues of the Company or such entity for the last financial year.

8.10 The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of one Class A Manager and one Class B Manager or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Board, within the limits of such power.

Art. 9. Liability of the Members of the Board.

9.1 All members of the Board may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the applicable law.

IV. Shareholder(s)**Art. 10. General Meetings of Shareholders and Shareholders Circular Resolutions.****10.1 Powers and Voting Rights**

Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the “General Meeting(s)”) or by way of circular resolutions (the “Shareholders Circular Resolutions”).

Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature. Each share entitles to one (1) vote.

10.2 Notices, Quorum, Majority and Voting Procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any member of the Board or shareholder(s) representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholder(s) at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held in Luxembourg.

(iv) If all shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are adopted by shareholders holding more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 11. Sole Shareholder.

11.1 Where the number of shareholders is equal to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

11.2 Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

11.3 The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision**Art. 12. Financial Year and Approval of Annual Accounts.**

12.1 The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

12.2 Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the member of the Board(s) and shareholders towards the Company.

12.3 Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

12.4 The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 13. Réviseurs d'Entreprises.

13.1 The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by the applicable law.

13.2 The shareholders appoint the réviseurs d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

Art. 14. Allocation of Profits.

14.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2 After the allocation of any profits to the statutory reserve account, all further profits shall be allocated in accordance with the Company's tracking stock scheme as implemented and/or amended from time to time by the shareholders of the Company (the "Tracking Stock Scheme"), whereby each Class of Shares shall entitle its holder to the return and performance of the underlying assets that it tracks. The general meeting may in particular allocate such profits to the payment of a dividend, transfer it to the reserve or carry it forward.

14.3 The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

14.4 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (a) interim accounts are drawn up by the Board;
- (b) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;
- (c) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;
- (d) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and
- (e) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1 The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company, it being specified that the liquidators shall at all times comply with a Tracking Stock Scheme.

15.2 The surplus resulting from the realisation of assets and payment of the liabilities of the Company shall be distributed to the shareholders in accordance with the Tracking Stock Scheme. In the absence of any Tracking Stock Scheme or with respect to any surplus which would not fall under the Tracking Stock Scheme, any (such) surplus shall be distributed to the shareholders in proportion to their share ownership in the Company.

VII. General provisions

16.1 Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

16.2 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

16.3 All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non waivable provisions of the Law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

16.4 Reference is made to the provisions of the applicable law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription and Payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, represented as stated above, the said parties, declare to subscribe the Shares as follows:

- Mrs. Anna Alexandrovna MACHKEVITCH, represented as stated above, hereby subscribes for six thousand two hundred and fifty (6,250) Ordinary Shares, two hundred and fifty (250) Class A Shares, two hundred and fifty (250) Class B Shares, two hundred and fifty (250) Class C Shares two hundred and fifty (250) Class D Shares, two hundred and fifty (250) Class E Shares, two hundred and fifty (250) Class F Shares and two hundred and fifty (250) Class G Shares, all in registered form and fully pays them up by a contribution in cash in the amount of eight thousand Euro (EUR 8,000.-); and

- Mr. Navdeep SINGH, represented as stated above, hereby subscribes for six thousand two hundred and fifty (6,250) Ordinary Shares, two hundred and fifty (250) Class A Shares, two hundred and fifty (250) Class B Shares, two hundred and fifty (250) Class C Shares two hundred and fifty (250) Class D Shares, two hundred and fifty (250) Class E Shares, two hundred and fifty (250) Class F Shares and two hundred and fifty (250) Class G Shares, all in registered form and fully pays them up by a contribution in cash in the amount of eight thousand Euro (EUR 8,000.-).

Consequently, an amount of sixteen thousand Euro (EUR 16,000.-) is now available to the Company.

Transitional Dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2015.

Extraordinary resolutions of the Shareholders

The shareholders have taken immediately the following resolutions:

1. The shareholders resolved to set at two (2) the number of members of the Board and further resolved to appoint the following person as Class A Manager and Class B Manager for an undetermined period:

Class A Manager:

- Mrs. Anna Alexandrovna MACHKEVITCH, born on July 12, 1982 in Bishkek (formerly Frunze), Kyrgyzstan, having her address at Apartment 159 Moore House, 2 Gatliff Road, London SW1W 8DU, United Kingdom.

Class B Manager:

- M. Thomas HEYMANS, born on 15 May 1977 in Schaerbeek, Belgium, having his professional address at 22, avenue Marie Thérèse L-2132 Luxembourg.

2. The registered office of the Company shall be established at 22, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le premier juin.

Par devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

- Mrs. Anna Alexandrovna MACHKEVITCH, employée privée, née le 12 juillet 1982 à Bishkek (anciennement Frunze), Kyrgyzstan, avec résidence au Apartment 159 Moore House, 2 Gatliff Road, London SW1W 8DU, Royaume Uni; et

- Mr. Navdeep SINGH, né le 11 avril 1981 à Londres, Royaume Uni, avec résidence au Apartment 159 Moore House, 2 Gatliff Road, London SW1W 8DU, Royaume Uni.

Tous deux représentés par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Pétange, en vertu de deux procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination.

1.1 Le nom de la société est " Anama Navisi Investments" (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Lorsque le Conseil ou les associés de la Société estiment que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger (mais jamais au Royaume-Uni), jusqu'à cessation

complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

2.3 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil à condition qu'en toute circonstance aucune de ces filiales ou autres bureaux ne soient établis au Royaume-Uni.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société, fondation ou entreprise, en ce compris toute société, fondation ou entreprise établie à l'extérieur du Grand-Duché de Luxembourg. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à seize mille Euros (EUR 16.000,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales Ordinaires, cinq cents (500) Parts Sociales de Classe A, cinq cents (500) Parts Sociales de Classe B, cinq cents (500) Parts Sociales de Classe C, cinq cents (500) Parts Sociales de Classe D, cinq cents (500) Parts Sociales de Classe E, cinq cents (500) Parts Sociales de Classe F et cinq cents (500) Parts Sociales de Classe G, parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de 1 Euro (EUR 1,-) chacune (les Parts Sociales) toutes souscrites et entièrement libérées et chaque classe de parts évoluera en fonction des résultats et revenus produits par les investissements auxquels elles correspondent.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit sans limitation par une résolution des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3 La Société peut racheter toute classe de parts sociales quelle qu'elle soit au choix du ou des associés de celle-ci, conformément à l'article 5.4, à condition que:

(i) des réserves distribuables suffisantes sont disponibles afin de payer le prix de rachat de la classe de parts sociales à racheter, ces réserves distribuables devant être documentées par des comptes intérimaires de la Société à compter de la date de rachat, devant être préparés par le Conseil; et

(ii) le rachat est suivi d'une réduction du capital de la Société.

La Société pourra racheter toute classe de parts sociales par une décision de(s) associé(s) de la Société conformément à l'article 5.2.

5.4 Au cours de tout exercice social donné, la Société peut procéder au rachat de toute cette classe de parts sociales conformément au Tracking Stock Scheme de la Société au prix de rachat calculé comme suit: la valeur nominale totale de la classe de parts sociales à racheter plus un montant correspondant au bénéfice net à affecter à la classe de parts sociales à racheter conformément au deuxième paragraphe de l'article 14, moins tout dividende déjà déclaré par la Société pour la classe de parts sociales spécifique à racheter. Aux fins de cet article 5.4, le prix de rachat sera déterminé par le Conseil.

5.5 Tous les droits de vote qui appartiennent aux parts sociales rachetées par la Société seront suspendus aux fins de l'assemblée générale extraordinaire des associés statuant sur la réduction du capital de la Société selon l'article 5.3 et, en conséquence, les parts sociales rachetées ne seront pas prises en compte dans le nombre total de parts sociales émises par la Société lors du calcul de la présence applicable et des quorums de vote

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.3 Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil. La Société refusera d'enregistrer tout transfert de part sociale lorsque l'instrument ayant procédé au transfert a été signé au Royaume-Uni.

6.4 Les parts sociales ne peuvent en aucun cas être couplées avec toute part sociale ou action émise par une société immatriculée au Royaume-Uni.

6.5. Un registre des associés est tenu au siège social (en toutes circonstances, en dehors du Royaume-Uni) et peut être consulté à la demande de chaque associé. Aucun registre d'actionnaires ne sera tenu par la Société ou pour son compte au Royaume-Uni.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des Membres du Conseil.

7.1. La Société est gérée par le Conseil composé au moins de un (1) gérant de classe A (ci-après Gérant de Classe A), et un (1) gérant de classe B (ci-après Gérant de Classe B) nommés par une résolution des associés qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Aucune personne résidant ou considérée comme établie au Royaume-Uni au sens du droit fiscal britannique ou pour toute autre raison ne peut

(a) être élue ou nommée en qualité de gérant dans les circonstances selon lesquelles cette élection ou nomination causerait une majorité de gérants résidents au Royaume-Uni au sens du droit fiscal britannique ou pour toute autre raison; ou

(b) agir de fait comme un gérant dans les circonstances selon lesquelles cette élection ou nomination causerait une majorité de gérants résidents au Royaume-Uni au sens du droit fiscal britannique ou pour toute autre raison.

Pour les besoins du (b) ci-dessus, un gérant qui devient résident du Royaume-Uni au sens du droit fiscal britannique ou pour toute autre raison sera considéré comme ayant immédiatement renoncé à cette fonction avant même de devenir résident ou d'être considéré comme établi au Royaume-Uni.

7.3. Le Conseil peut choisir parmi ses membres un président.

7.4. Sans préjudice de l'article 7.2 (b), les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés de la Société.

Art. 8. Membres du Conseil.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social. Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2 Le Conseil peut choisir toute personne pour représenter la Société dans sa capacité de membre de tout conseil auquel la Société à été nommé (un Représentant du Conseil). Un Représentant du Conseil ne doit pas avoir de pouvoir décisionnaire en exerçant cette fonction, peut seulement effectuer ou non des actes décidés par une réunion du Conseil constitué valablement selon les conditions des Articles

8.3-8.8 ci-dessous, et ne doit pas agir dans un sens contraire à ces décisions. La Société ne doit pas être engagée vis-à-vis des tiers par une action du Représentant du Conseil sauf si le Représentant du Conseil agit dans le cadre des dispositions de l'Article 8.1.

8.3 Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins un membre du Conseil au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg (et en toutes circonstances, jamais au Royaume-Uni). Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion. Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Aucune convocation ne doit être envoyée à tout membre du Conseil physiquement présent au Royaume-Uni. Un membre du Conseil peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

8.4 Un membre du Conseil peut donner une procuration à un autre membre du Conseil qui n'est pas résident ou établi au Royaume-Uni au sens du droit fiscal britannique ou pour toute autre raison, afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

8.5 Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés à condition qu'une majorité des membres présents ou représentés ne soient pas résidents ou établis au sens du droit fiscal britannique ou pour toute autre raison. En présence d'un Gérant de Classe A, celui-ci ou son représentant sera le président du Conseil, sauf décision contraire du Conseil. En présence de plusieurs Gérants de Classe A, le Gérant de Classe A nommé en premier lieu (entre ceux nommés au moment de la réunion) ou son représentant sera la président du Conseil, à moins que le Conseil n'en décide autrement à l'unanimité. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à l'unanimité des voix du Conseil. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les membres du Conseil présents ou représentés.

8.6 Quand la nomination d'un membre du Conseil agissant selon les dispositions des présents Statuts est rendue impossible car ce membre du Conseil est résident au Royaume-Uni ou considéré comme établi au Royaume-Uni au sens du droit fiscal britannique ou pour toute autre raison mais également lorsque ledit membre du Conseil serait contraint de se retirer ou serait considéré comme ayant renoncé à sa fonction de gérant en raison de sa qualité de résident du Royaume-Uni ou lorsqu'il est considéré comme établi au Royaume-Uni au sens du droit fiscal britannique ou pour toute autre raison, tout acte fait par le Conseil, ou en préparation pour le Conseil ou faisant suite à toute réunion du Conseil au cours de laquelle cette personne était présente ainsi que toute résolution signée par cette personne ou par un de ses représentants seront considérés comme nuls.

8.7 Tout membre du Conseil peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue à condition qu'aucun gérant ne puisse participer à un Conseil au moyen d'une conférence téléphonique ou par tout autre mode de communication ou tout autre moyen lorsque ledit gérant est physiquement présent au Royaume-Uni. Lorsqu'un gérant participe à une réunion du Conseil au Royaume-Uni, tout acte et résolution pris au cours de cette réunion seront considérés comme nuls.

8.8 Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature à condition qu'aucune Résolutions Circulaires des Gérants ne puisse être signée au Royaume-Uni. Toute Résolution Circulaire des Gérants signée par un gérant présent au Royaume-Uni sera considérée comme nulle.

8.9 Les décisions relatives aux sujets suivants requièrent l'approbation préalable du Conseil et de chaque Gérant de Classe A:

a) Tout changement dans la nature ou l'étendue des affaires de la société ou de toute entité dont le conseil d'administration ou de gérance comprend au moins un représentant nommé par la Société ou dont la Société est un membre, un actionnaire ou un bénéficiaire économique;

b) Toute modification des documents constitutifs de la Société, y compris ces Statuts, ou de toute entité dont le conseil d'administration ou de gérance comprend au moins un représentant nommé par la Société ou dont la Société est un membre, un actionnaire ou un bénéficiaire économique;

c) La nomination des auditeurs de la Société ou de toute entité dont le conseil d'administration ou de gérance comprend au moins un représentant nommé par la Société ou dont la Société est un membre, un actionnaire ou un bénéficiaire économique;

d) Toute émission, acquisition, disposition, rachat d'actions ou d'intérêts dans toute entité dont le conseil d'administration ou de gérance comprend au moins un représentant nommé par la Société ou dont la Société est un membre, un actionnaire ou un bénéficiaire économique;

e) Toute transaction (i) pour laquelle la responsabilité maximale de Société ou de toute entité dont le conseil d'administration ou de gérance comprend au moins un représentant nommé par la Société ou dont la Société est un membre ou actionnaire, est soit illimitée soit égale ou supérieure à un montant égal à cinq pour cent des revenus de la Société ou d'une telle entité lors du dernier exercice comptable, ou (ii) dont les effets économiques sont équivalents à l'acquisition, la disposition, l'engagement ou assimilés d'un actif évalué à une valeur excédant cinq pour cent des revenus du dernier exercice comptable de la Société ou d'une entité dont le conseil d'administration ou de gérance comprend au moins un représentant nommé par la Société ou dont la Société est un membre, un actionnaire ou un bénéficiaire économique;

f) Toute action de la Société ou de toute entité dont le conseil d'administration ou de gérance comprend au moins un représentant nommé par la Société ou dont la Société est un membre ou actionnaire en rapport avec une procédure judiciaire ou arbitrale ou toute autre procédure similaire;

g) Toute participation directe ou indirecte dans le capital d'une autre entité ou modifiant la taille d'une telle participation;

h) Tout sujet relatif à la fusion, la scission, la dissolution ou la liquidation de la Société ou de toute entité dont le conseil d'administration ou de gérance comprend au moins un représentant nommé par la Société ou dont la Société est un membre ou actionnaire;

- i) Transférant n'importe quelle obligation de la Société à une autre entité; et
- j) Relatif au prêt ou à l'emprunt d'argent par la Société ou par toute entité dont le conseil d'administration ou de gérance comprend au moins un représentant nommé par la Société ou dont la Société est un membre ou actionnaire lorsque le montant du prêt ou de l'emprunt est égal ou supérieur à cinq pour cent des revenus de la Société ou d'une telle entité lors du dernier exercice.

8.10 La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe d'un Gérant de Classe A et d'un Gérant de Classe B ou de la signature individuelle ou conjointe de toute autre personne à qui ce pouvoir a été donné, dans les limites de ce pouvoir.

Art. 9. Responsabilité des gérants.

9.1 Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 10. Assemblées Générales des Associés et Résolutions Circulaires des Associés.

10.1. Pouvoirs et droits de vote Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature. Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

10.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues à Luxembourg.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 11. Associé unique.

11.1 Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

11.2 Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

11.3 Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 12. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

12.1 L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

12.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

12.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

12.4 Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 13. Réviseurs d'entreprises.

13.1 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

13.2 Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises peuvent être renommés.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

14.2 Après l'affectation des profits à la réserve statutaire, tout profit ultérieur sera affecté conformément au Tracking Stock Scheme de la Société tel que complété et/ou modifié au fil du temps (le Tracking Stock Scheme), par lequel chaque Classe de Parts Sociales donnera droit à son détenteur aux revenus et profits générés par la catégorie de biens à laquelle il se rapporte. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

14.3 L'Assemblée Générale décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter. 14.4 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

- (a) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (b) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (c) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;
- (d) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et
- (e) si les dividendes intérimaires qui ont été distribué excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société, étant entendu que les liquidateurs devront à tous moments respecter le Tracking Stock Scheme.

15.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société. En l'absence de Tracking Stock Scheme ou s'agissant de tout surplus ne tombant pas dans le Tracking Stock Scheme, de tels surplus devront être distribués aux associés en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans la Société.

VII. Dispositions générales

16.1 Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

16.2 Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

16.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Souscription et Paiement

Les parties comparantes ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, et représentées comme indiqué ci-dessus, ont déclaré souscrire aux Parts Sociales comme suit:

- Madame Anna Alexandrovna MACHKEVITCH, représentée comme indiqué ci-dessus, souscrit à six mille deux cent cinquante (6.250) Parts Sociales Ordinaires, deux cent cinquante (250) Parts Sociales de Classe A, deux cent cinquante (250) Parts Sociales de Classe B, deux cent cinquante (250) Parts Sociales de Classe C, deux cent cinquante (250) Parts Sociales de Classe D, deux cent cinquante (250) Parts Sociales de Classe E, deux cent cinquante (250) Parts Sociales de Classe F et deux cent cinquante (250) Parts Sociales de Classe G, toutes sous forme nominative, ayant une valeur nominale

de 1 Euro (EUR 1.-) chacune et les a libérée en espèces un montant de huit mille Euros (EUR 8.000,-) alloué au compte capital social de la Société; et

- Monsieur Navdeep SINGH, représentée comme indiqué ci-dessus, souscrit à six mille deux cent cinquante (6.250) Parts Sociales Ordinaires, deux cent cinquante (250) Parts Sociales de Classe A, deux cent cinquante (250) Parts Sociales de Classe B, deux cent cinquante (250) Parts Sociales de Classe C, deux cent cinquante (250) Parts Sociales de Classe D, deux cent cinquante (250) Parts Sociales de Classe E, deux cent cinquante (250) Parts Sociales de Classe F et deux cent cinquante (250) Parts Sociales de Classe G, toutes sous forme nominative, ayant une valeur nominale de 1 Euro (EUR 1.-) chacune et les a libérée en espèces un montant de huit mille Euros (EUR 8.000,-) alloué au compte capital social de la Société.

Ledit montant de seize mille Euros (EUR 16.000,-) se trouve à la libre disposition de la Société.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2015.

Assemblée générale extraordinaire

Les parties comparantes, représentant la totalité du capital souscrit et représentée comme indiqué ci-dessus, ont immédiatement pris les résolutions suivantes:

1. Les associés décident de fixer à deux (2) le nombre de membres du Conseil et décide de nommer les personnes suivantes comme Gérant de Classe A de la Société et Gérant de Classe B de la Société pour une durée indéterminée:

Gérant de Classe A:

- Madame Anna Alexandrovna MACHKEVITCH, employée privée, née le 12 juillet 1982 à Bishkek (anciennement Frunze), Kirgyzstan, avec résidence au Apartment 159 Moore House, 2 Gatliff Road, London SW1W 8DU, Royaume Uni;

Gérants de Classe B:

- Monsieur Thomas HEYMANS, employé privé, né le 15 mai 1977 à Schaerbeek, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 22, avenue Marie Thérèse L-2132 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société se situe au 22, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

Evaluation des frais

Les frais, coûts, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en raison de sa constitution, sont estimés approximativement à mille trois cents EUR (1.300,-).

Dont acte, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 juin 2015. Relation: EAC/2015/12436. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015086871/687.

(150099383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Flyink S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4964 Clemency, 39, am Huelegaertchen.

R.C.S. Luxembourg B 115.667.

L'an deux mille quinze, le vingt-sept mai.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "FLYINK S.A." (numéro d'identité 2006 22 08 407), avec siège social à L-8372 Hobscheid, 16A, Grand-Rue, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 115.667, constituée suivant acte reçu par le notaire Blanche MOUTRIER, de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 7 avril 2006, publié au Mémorial C, numéro 1278 du 1^{er} juillet 2006 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le prédit notaire Blanche MOUTRIER, en date du 4 février 2010, publié au Mémorial C, numéro 541 du 12 mars 2010 et suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 29 mai 2013, publié au Mémorial C, numéro 1838 du 31 juillet 2013.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Stéphane PATOURAUX, employé privé, demeurant à Clemency,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Albert DONDLINGER, employé privé, demeurant à Dahlem.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean-Marie WEBER, employé privé, demeurant à Aix-sur-Cloie/Aubange (Belgique).

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1) Augmentation du capital social à concurrence de sept mille cinq cents euros (€ 7.500.-) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (€ 31.000.-) à trente-huit mille cinq cents euros (€ 38.500.-), avec émission de six mille (6.000) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (€ 1,25.-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

2) Souscription et libération.

3) Modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts.

4) Transfert du siège social à L-4964 Clemency, 39, am Huelegaertchen et modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts.

5) Insertion à l'article 4 des statuts, relatif à l'objet social, d'un deuxième alinéa ayant la teneur suivante:

«La société a également pour objet la distribution de matériel mobilier et de denrées alimentaires.»

6) Modification du troisième alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.»

7) Commissaire aux comptes.

II.- Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés y resteront annexées de même.

III.- L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés déclarant avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée, il a donc pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV.- La présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de sept mille cinq cents euros (€ 7.500.-) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (€ 31.000.-) à trente-huit mille cinq cents euros (€ 38.500.-), avec émission de six mille (6.000) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (€ 1,25.-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Souscription - Libération

L'assemblée accepte la souscription de totalité de la prédite augmentation de capital par l'actionnaire unique actuel, à savoir Monsieur Stéphane PATOURAUX, employé privé, demeurant à L-4964 Clemency, 39, am Huelegaertchen.

Lequel actionnaire unique actuel, ici présent, a déclaré souscrire aux susdites six mille (6.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de d'un euro vingt-cinq cents (€ 1,25.-) chacune et les libérer intégralement par des paiements en espèces, de sorte que le montant de sept mille cinq cents euros (€ 7.500.-) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Deuxième résolution

Suite à la prédite résolution, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5. Alinéa 1^{er}.** Le capital social est fixé à TRENTE-HUIT MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 38.500.-), représenté par TRENTE MILLE HUIT CENTS (30.800) actions d'une valeur nominale d'UN EURO VINGT-CINQ CENTS (€ 1,25.-) chacune, entièrement libérées. »

Troisième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social à L-4964 Clemency, 39, am Huelegaertchen et de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le siège social est établi à Clemency.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'insérer à l'article 4 des statuts, relatif à l'objet social, un deuxième alinéa ayant la teneur suivante:
«La société a également pour objet la distribution de matériel mobilier et de denrées alimentaires.»

Cinquième résolution

L'assemblée décide de modifier le troisième alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:
«Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.»

Sixième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Laurent LIEMANCE comme commissaire aux comptes de la société et de lui donner décharge pour l'exécution de son mandat.

Septième résolution

L'assemblée décide de nommer comme nouveau commissaire aux comptes Madame Viviane GOMREE, retraitée, née à Auderghem (Belgique) le 9 juin 1945, demeurant à F-66470 Sainte Marie la Mer, 24, rue Alphonse Daudet.
Son mandat viendra à expiration lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2020.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à environ mille euros (€ 1.000.-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: PATOURAUX, DONDLINGER, J-M. WEBER, A. WEBER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 3 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/17088. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande.

Bascharage, le 10 juin 2015.

Référence de publication: 2015087988/94.

(150100078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Funcom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 94.866.

In the year two thousand and fifteen, on the first day of June.

Before Us, Maître Marc LECUIT, Civil law notary residing in Mersch, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

“Funcom N.V.”, a public limited company (naamloze vennootschap), incorporated and organized under the laws of The Netherlands, having its corporate seat (statutaire zetel) in Katwijk, The Netherlands, and its principal place of business at Keplerstraat 34, 1171CD Badhoevedorp The Netherlands, registered with the Netherlands Chamber of Commerce under the number 28073705 (the “Sole Shareholder”),

here represented by Mr. Matthieu Bernhard, juriste, with professional address at 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy after being signed “ne varietur” by the proxyholder acting on behalf and in the name of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of the registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

(i) That it is the current sole shareholder owning all the shares representing the total share capital of Funcom S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 94.866, established in Luxembourg pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit, Civil law notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on June 30th, 2003 published in the “Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations” number 897, dated September 2nd, 2003, which articles of association (the “Articles”) have been lastly amended by a deed of Maître Marc Lecuit, civil law notary,

residing in Luxembourg, dated November 5th, 2013, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 45 of January 6th, 2014 (the “Company”);

(ii) That the agenda of the meeting, of which it has been beforehand informed, is the following (the “Agenda”):

1. Dissolution and liquidation of the Company;
2. Appointment of liquidator;
3. Determination of the powers of the liquidator;
4. Determination of the remuneration of the liquidator;
5. Discharge to the managers of the Company; and
6. Miscellaneous.

(iii) That it waives any prior convening notice right; and

(iv) That it has adopted the following resolutions.

First resolution

IT IS RESOLVED to pronounce the voluntary dissolution and the voluntary liquidation of the Company (the “Liquidation”).

Second resolution

IT IS RESOLVED to appoint as liquidator of the Company (the “Liquidator”):

Mr. Christian Olsthoorn, chartered accountant, born on August 8th, 1982, in Hyères, France, with professional address at 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

IT IS RESOLVED:

(i) to grant to the Liquidator individual power to perform the liquidation operations and to represent the Company within the framework of the liquidation operations;

(ii) to authorize the Liquidator to value the whole or the part of the Company’s non-cash assets for the purpose of a distribution in specie and that he distributes such assets accordingly;

(iii) to fully empower the Liquidator as provided for in articles 144 to 151 of the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (the “Law”);

(iv) to authorize the Liquidator to dispose of all assets, to discharge the liabilities and to distribute, partially or entirely, the net assets of the Company to the Sole Shareholder in kind or in cash at any time during the Liquidation proceedings;

(v) to authorize the Liquidator to accomplish any act provided for in Article 145 of the Law without having the prior approval of the Sole Shareholder;

(vi) to authorize the Liquidator to withdraw, with or without payment, all intangible, privileged, secured or mortgaged rights, actions in termination, transcription, seizure, oppositions or other impediments;

(vii) to authorize the Liquidator to exempt the liquidator from drawing up an inventory and to authorize them to refer to the books of the Company; and

(viii) to authorize the Liquidator to freely delegate, under his own responsibility, for specified and determined tasks and for a limited period, to one or to more representatives, part of his powers.

Fourth resolution

IT IS RESOLVED that the remuneration of the Liquidator for the accomplishment of his mandate as liquidator be fixed by reference to his time costs and that such Liquidator be authorized to be paid and to draw such remuneration at such intervals as he may determine and be paid any expenses properly incurred in relation to the Liquidation.

Fifth resolution

IT IS RESOLVED to give full discharge, up to this date, to each individual manager of the Company for the accomplishment of their duties unless if the Company’s liquidation lets appear willful faults in the execution of such duties.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Sole Shareholder or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about one thousand six hundred and fifty Euro (EUR 1,650.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notary deed was drawn up in Bertrange on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, surname and residence, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le premier juin.

Par-devant nous, Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

«Funcom N.V.», une société anonyme de droit néerlandais (naamloze vennootschap), ayant son siège statutaire (statutaire zetel) à Katwijk, Pays-Bas, et son principal établissement à Keplerstraat 34, 1171CD Badhoevedorp, Pays-Bas, inscrite au registre du commerce de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Pays-Bas sous le numéro 28073705 (l'«Associée Unique»),

Ici représentée par Mr. Matthieu Bernhard, juriste, résidant professionnellement au 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis du notaire soussigné qu'il prenne acte de ce qui suit:

(i) Qu'elle est l'associée actuelle unique détenant l'ensemble des parts sociales représentant l'entière du capital social de la société Funcom S.à r.l. , une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 94.866, constituée par acte notarié de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, le 30 juin 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 897 daté du 2 septembre 2003, dont les statuts (les «Statuts») ont été modifiés en dernier lieu aux termes d'un acte reçu par Maître Marc Lecuit, notaire de résidence à Mersch, le 5 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 45 daté du 6 janvier 2014 (la «Société»);

(ii) Que l'ordre du jour de la présente assemblée, dont elle a été préalablement informée, est le suivant (l'«Agenda»):

1. Dissolution et liquidation de la Société;
2. Désignation du liquidateur;
3. Détermination des pouvoirs du liquidateur;
4. Détermination de la rémunération du liquidateur;
5. Décharge aux gérants de la Société; et
6. Divers.

(iii) Qu'elle a renoncé à tout droit de convocation préalable; et

(iv) Qu'elle a adopté les résolutions suivantes.

Première résolution

IL EST DÉCIDÉ de prononcer la dissolution et la liquidation volontaire de la Société (la «Liquidation»).

Deuxième résolution

IL EST DÉCIDÉ de désigner en qualité de liquidateur de la Société (le «Liquidateur»):

Monsieur Christian Olsthoorn, expert-comptable, né le 8 août 1982 à Hyères, France, résidant professionnellement au 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Troisième résolution

IL EST DÉCIDÉ:

(i) de donner un pouvoir individuel au Liquidateur aux fins d'accomplir les opérations de Liquidation et aux fins de représenter la Société dans le cadre des opérations de Liquidation;

(ii) d'autoriser le Liquidateur à évaluer l'ensemble ou la partie des actifs non liquides de la Société en vue de sa distribution en nature et de distribuer lesdits actifs;

(iii) de conférer au Liquidateur les pouvoirs les plus étendus tels que prévus par les articles 144 à 151 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»);

(iv) d'autoriser le Liquidateur à vendre tous les actifs, à s'acquitter des dettes de la Société, et à distribuer, en tout ou partie, les actifs nets de la Société à l'Associée Unique, en espèces ou en nature, à tout moment au cours du processus de Liquidation;

(v) d'autoriser le Liquidateur à accomplir tous les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir obtenir l'autorisation préalable de l'Associé Unique;

(vi) d'autoriser le Liquidateur à renoncer, avec ou sans paiement, à tous les droits intangibles, privilèges, gages ou hypothèques, actions résolutoires, transcriptions, saisies, oppositions ou à tout autre empêchement;

- (vii) d'exonérer le Liquidateur de dresser un inventaire et de l'autoriser à se référer aux livres de la Société; et
(viii) d'autoriser le Liquidateur à librement déléguer, sous sa propre responsabilité, pour des tâches spécifiques et déterminées et pour un temps limité, à un ou plusieurs mandataires, partie de son pouvoirs.

Quatrième résolution

IL EST DÉCIDÉ que la rémunération du Liquidateur, pour l'accomplissement de son mandat en tant que liquidateur soit fixée par référence à son tarif horaire et que le Liquidateur soit autorisé à être payé et à retirer sa rémunération à intervalles déterminés par lui et qu'il soit remboursé de tous frais raisonnablement exposés en relation avec la Liquidation.

Cinquième résolution

IL EST DÉCIDÉ de donner pleine et entière décharge, à partir de la présente date, individuellement à chaque gérant de la Société pour l'accomplissement de son mandat, à moins que la Liquidation de la Société ne laisse apparaître des fautes intentionnelles commises au cours de ce mandat.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à l'Associée Unique ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte s'élève à environ mille six cent cinquante euros (EUR 1.650,-). Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, constate que, sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande du même comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Bertrange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, connue par le notaire par son nom, son prénom et sa résidence, elle a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: M. BERNHARD, M. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 05 juin 2015. Relation: 2LAC/2015/12497. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME

Beringen, le 11 juin 2015.

Référence de publication: 2015087979/157.

(150100963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

York Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 20, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 83.125.

DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le vingt-septième jour du mois de mai;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

A COMPARU:

La société anonyme, qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "Yorkshire SPF S.A.", établie et ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 20, boulevard de la Foire, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 82150,

ici représentée par Madame Monique GOERES, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling (la "Mandataire"), en vertu de d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la Mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter:

1) Que la société anonyme "YORK TRADING S.A.", établie et ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 20, boulevard de la Foire, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 83125, (la "Société"), a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire alors de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en remplacement de son collègue alors empêché, Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notaire alors de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 27 juillet 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 88 du 17 janvier 2002, et que les statuts (les "Statuts") n'ont plus été modifiés depuis lors;

- 2) Que le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), divisé en trois cent dix (310) actions avec une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, entièrement libérées;
- 3) Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, est devenue successivement propriétaire de toutes les actions de la Société (l'«Actionnaire Unique»);
- 4) Que l'Actionnaire Unique déclare avoir parfaite connaissance des Statuts et de la situation financière de la Société;
- 5) Que l'Actionnaire Unique prononce explicitement la dissolution de la Société et sa mise en liquidation, avec effet en date de ce jour;
- 6) Que l'Actionnaire Unique se désigne comme liquidateur de la Société, et agissent en cette qualité, il aura pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte;
- 7) Que l'Actionnaire Unique, dans sa qualité de liquidateur, requiert le notaire d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé ou provisionné et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment couvert; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus, et donc non payés, il assume l'obligation irrévocable de payer ce passif éventuel et qu'en conséquence de ce qui précède tout le passif de la Société est réglé;
- 8) Que l'Actionnaire Unique déclare qu'il reprend tout l'actif de la Société et qu'il s'engagera à régler tout le passif de la Société indiqué au point 7);
- 9) Que l'Actionnaire Unique déclare formellement renoncer à la nomination d'un commissaire à la liquidation;
- 10) Que l'Actionnaire Unique déclare que la liquidation de la Société est clôturée et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission d'actions ou de tous autres valeurs seront annulés;
- 11) Que décharge pleine et entière est donnée au conseil d'administration et au commissaire pour l'exécution de leur mandat;
- 12) Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins au siège social de la société «JURIA CONSULTING S.A.», inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 146533.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à huit cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la Mandataire, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite Mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. GOERES, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 4 juin 2015. 2LAC/2015/12292. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 9 juin 2015.

Référence de publication: 2015086822/62.

(150099031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Guardian Managers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 147.745.

Il est porté à la connaissance de tous que:

Monsieur Alwin M. Tamosius a changé son adresse du 3, Harbour Exchange Square, E149GE, Londres Au:
The Old Rectory, Coopersale Lane, Theydon Garnon, CM167NU Essex, Royaume-Uni.

Luxembourg, le 12 juin 2015.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015088894/15.

(150101965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.
